

## EXTRAIT

Du Registre aux délibérations  
Du Conseil de la Communauté

### Réunion du CONSEIL du 21/06/2013

Nombre de membres en exercice : 170  
Date de la convocation à la réunion : 14 Juin 2013

**Présidente : Mme Martine AUBRY**  
(Secrétaire de Séance : Mme Vinciane FABER)

Présents (126) : M. ADYNS, M. AISSI, M. AMIELH, Mme AUBRY, M. BAILLOT, M. BARRET, M. BENABBOU, M. BERNARD, Mme BIENCOURT, M. BLOT, M. BOCQUET, M. BOSSUT, Mme BOUCHART, M. BOUREL, M. BRAND, M. BREHON, Mme BRESSON, M. CACHEUX, M. CAMBIEN, M. CASTELAIN, M. CAUCHE, M. CAUDRON, M. CHARLET, M. CHATEAU, M. CODRON, M. COISNE, M. COLIN, M. COSTEUR, M. COUSIN, Mme CULLEN, Mme DARNEL, M. DE CLERCQ, M. DE SAINTIGNON, M. DELABY, Mme DELACROIX, M. DELAHOUSSE, M. DELANNOY, M. DELEBARRE Patrick, M. DELEBARRE Jean, M. DELRUE, M. DEMERSSEMAN, Mme DEMESSINE, M. DENOEU, M. DERONNE, M. DESPIERRE, M. DETOURNAY, M. DOJKA, M. DROART, M. DUBOIS, M. DUBUISSON, M. DUCROCQ, M. DUJARDIN, M. DUQUENNE, M. DURAND Yves, M. ELEGEEST, Mme FABER, Mme FILLEUL, M. FOUCART, M. FREMAUX, M. GABRELLE, M. GADAUT, M. GAUTHIER, M. GERARD, Mme GOUBE, M. GRIMONPREZ, M. HAESBROECK, M. HAYART, M. HENNO, M. HERBAUT, Mme HUVENTE, M. JACOB, Mme JACQUOT, M. JANSSENS, M. JEGOU, Mme KECHEMIR, Mme KRIEGER, M. LEBAS, M. LEDOUX, M. LEFEBVRE, M. LEGRAND, M. LEMOISNE, M. MACQUET, M. MAIMOUNI, Mme MASSIET, Mme MENU BONNEL, M. MERTEN, M. MOLLE, M. MUNCH, M. MUTEZ, M. OMIETANSKI, M. PACAUX, M. PASTOUR, M. PAU, M. PAUCHET, M. PAURON, M. PICK, Mme PINCEDE, Mme PLOUVIER, M. QUEVERUE, M. QUIQUET, M. RABARY, Mme REIFFERS, M. RENARD, M. RICHIR, Mme RINGOTTE, Mme ROCHER, M. RONDELAERE, Mme RUSQUART, Mme SCHARLY, M. SERHANI, Mme SIX, M. SPRIET, Mme STANIEC, M. TARDY, M. TIR, M. TOSTAIN, M. TURPIN, M. VANBELLE, Mme VANCOILLIE, M. VANDIERENDONCK, M. VANTICHELEN, M. VERBRUGGE, M. VEROONE, M. VICOT, M. WILLOCOQ, M. WOOD.

Excusés ayant donné pouvoir (43) : M. ANDRE (pouvoir à M. QUEVERUE), M. BAERT (pouvoir à Mme RINGOTTE), M. BELIN (pouvoir à M. BOCQUET), M. BEZIRARD (pouvoir à M. GRIMONPREZ), M. BODIOT (pouvoir à M. CACHEUX), Mme BOUDRY (pouvoir à M. RABARY), M. DAUBRESSE (pouvoir à M. COUSIN), M. DAVOINE (pouvoir à Mme BIENCOURT), M. DEBREU (pouvoir à Mme DEMESSINE), M. DECOCQ (pouvoir à M. PAUCHET), M. DEROO (pouvoir à M. DELAHOUSSE), M. DESMARECAUX (pouvoir à M. DERONNE), M. DURAND Yves (pouvoir à Mme GOUBE), M. DUVAL (pouvoir à M. SERHANI), M. DUWELZ (pouvoir à M. COSTEUR), M. HOUSSIN (pouvoir à Mme DARNEL), M. IFRI (pouvoir à M. TIR), M. LANNOO (pouvoir à Mme HUVENTE), M. LEPRETRE (pouvoir à M. JEGOU), M. LESAFFRE (pouvoir à M. DELABY), M. LIEVEQUIN (pouvoir à M. BOSSUT), Mme LINKENHELD (pouvoir à Mme STANIEC), M. LOOSVELT (pouvoir à M. MUNCH), M. MARCHAND (pouvoir à M. MERTEN), M. MASSART (pouvoir à Mme KRIEGER), Mme MAUROY (pouvoir à Mme SIX), Mme MULLIER (pouvoir à Mme MENU BONNEL), M. OLSZEWSKI (pouvoir à M. DOJKA), M. OURAL (pouvoir à M. OMIETANSKI), M. PARGNEAUX (pouvoir à M. AMIELH), M. PLUSS (pouvoir à M. GAUTHIER), M. PROVO (pouvoir à M. DELEBARRE), M. REMORY (pouvoir à M. BERNARD), M. SANTRE (pouvoir à M. QUIQUET), Mme SARTIAUX (pouvoir à M. CAUDRON), Mme TELALI (pouvoir à M. AISSI), M. VERCAMER (pouvoir à M. GERARD), M. VERDONCK (pouvoir à M. RONDELAERE), M. VERSPIEREN (pouvoir à M. VANTICHELEN), M. VIGNOBLE (pouvoir à M. CAUCHE), M. WAYMEL (pouvoir à M. DETOURNAY), Mme WILLOQUEAUX (pouvoir à Mme SCHARLY), M. ZOUBE (pouvoir à M. CASTELAIN).

Excusés (1) : M. WATTEBLED.

AMENAGEMENT ET HABITAT - ESPACE NATUREL ET URBAIN - ESPACE NATUREL ET VOIES D'EAU

Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue - Consultation des personnes publiques associées avant enquête publique - Avis de Lille Métropole.

AMENAGEMENT ET HABITAT - ESPACE NATUREL ET URBAIN - ESPACE NATUREL ET VOIES D'EAU

**Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue - Consultation des personnes publiques associées avant enquête publique - Avis de Lille Métropole.**

Rapport de Mme la Présidente au Conseil de la Communauté : **ADOpte A L'UNANIMITE**

**Ont signé tous les membres présents**

La loi de programmation du 3 août 2009, loi Grenelle 1, a fixé l'objectif de constituer d'ici à 2012 une trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire permettant de créer des continuités territoriales contribuant à enrayer la perte de la biodiversité.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 donne les moyens d'atteindre l'objectif à travers l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) ayant pour objet la préservation, la gestion et la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue fixe les objectifs suivants :

- Identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité
- Identifier, restaurer et mettre en état les corridors écologiques
- Se donner les moyens d'agir via un plan d'actions stratégique.

Co-pilotée par l'Etat et la Région, l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue s'inscrit dans la continuité de la démarche trame verte et bleue du Nord-Pas de Calais initiée par la Région dans les années 1990.

La démarche repose sur un groupe scientifique coordonné par le Conservatoire Botanique National de Bailleul et l'association de l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire.

Les personnes publiques visées à l'article L 371-3 du Code de l'Environnement, Collectivités, Groupements de Collectivités et Etat doivent prendre en compte, au sens juridique du terme, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue dans les décisions relatives aux documents de planification, projets ou infrastructures linéaires susceptibles d'affecter les continuités écologiques. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) en cours d'élaboration et le futur Plan Local d'Urbanisme (PLU) devront prendre en compte ce document.

Conformément à l'article L 371-3 du Code de l'Environnement, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue doit être soumis pour avis aux départements, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communes de communes et parcs naturels régionaux.

Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu par écrit dans un délai de trois mois à compter de la réception de la saisine. Parallèlement, le projet est transmis aux communes conformément à la loi.

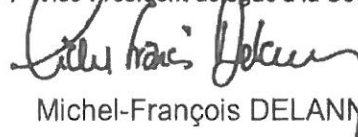
A l'issue de cette consultation, le projet Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue assorti des avis recueillis sera soumis à enquête publique.

Lille Métropole a été saisie par courrier en date du 15 mars 2013.

Certifie le caractère exécutoire de cet acte

Pour la Présidente

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président délégué à la Gouvernance

  
Michel-François DELANNOY



La Région Nord-Pas de Calais se caractérise par un faible pourcentage de milieux naturels (9,9 % contre 34 % en France) par ailleurs très fragmentés. Les milieux très diversifiés abritent donc une biodiversité importante mais menacée du fait de l'émiettement des milieux et de la forte pression anthropique.

D'après les données du projet ARCH, les zones humides (hors plan d'eau et cours d'eau) ne représentent que 1,65 % du territoire et avec 9,37 % de forêt (données SIGALE 2009), la région est la moins boisée de France.

Ce constat est d'autant plus prégnant sur le territoire métropolitain comportant un nombre important d'éléments fragmentants (infrastructures routières, ferroviaires, canaux fortement artificialisés) et une faible surface de milieu naturel. L'importance de préserver la fonctionnalité écologique existante est donc primordiale sur notre territoire.

Lille Métropole partage pleinement ce diagnostic et ce constat de pauvreté des milieux naturels sur son territoire et s'attache depuis plusieurs années à renforcer la biodiversité, la préservation et la restauration de milieux naturels, notamment à travers une ambitieuse politique de développement des espaces naturels.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue du Nord-Pas de Calais comprend notamment :

1) Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques constituant la continuité écologique.

La notion de continuité écologique a été définie par la réglementation comme l'ensemble formé par les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques qui les relient.

Les réservoirs définis dans le SRCE ont un caractère réglementaire.

Sur le territoire de Lille Métropole, les continuités écologiques à prendre en compte comprennent :

- des réservoirs de biodiversité dont la délimitation est précise comprenant l'Arrêté de Protection de Biotope de la prairie de Willemot (FRELINGHIEN), la Réserve Naturelle Régionale du Héron (VILLENEUVE D'ASCQ et FOREST SUR MARQUE), les Zones Nationales d'Intérêt Faunistique et Floristique de type 1 : prairies inondables d'ERQUINGHEM LYS, les Prés du Hem à ARMENTIERES, les prés entre deux eaux à HOUPLINES, les prairies humides de WARNETON et DEULEMONT, les prairies humides de WERVICQ SUD et BOUSBECQUE, les étangs et marais d'ANNOEULLIN, du traîneau et de la ferme Masure sur MARQUILLIES, SAINGHIN EN WEPPE, DON, les Marais d'EMMERIN, d'HAUBOURDIN et HOULPIN ANCOISNE et ancien dépôt des Voies Navigables de France sur SANTES et WAVRIN, les marais d'ENNEVELIN à CYSOING, BOUVINES, FRETIN, PERONNE EN MELANTOIS, SAINGHIN EN MELANTOIS, les prairies et bois humides des 17 Bonniers à WILLEMS, VILLENEUVE D'ASCQ, BAISIEUX, CHERENG, HEM, SAILLY LEZ LANNOY, le lac du Héron à VILLENEUVE D'ASCQ, FOREST SUR MARQUE et HEM.

- des corridors écologiques fluviaux : la Lys et ses bras morts.

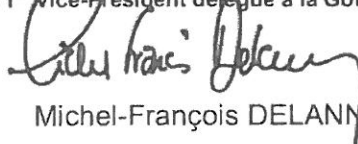
- des corridors écologiques terrestres non localisés précisément représentés par des traits flous et discontinus qui doivent être compris comme des fonctionnalités écologiques à maintenir : la Lys et ses zones et prairies humides, la Marque rivière et ses zones et prairies humides, la Basse Vallée de la Deûle, la Tortue et la becque de WATTIGNIES et leurs milieux humides associés.

2) Les espaces à renaturer.

Certifie le caractère exécutoire de cet acte

Pour la Présidente

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président délégué à la Gouvernance

  
Michel-François DELANNOY



Les espaces à renaturer sont en lien avec l'ambition régionale développée dès 2006 dans le Schéma Régional Trame Verte et Bleue. Ils n'ont pas de valeur réglementaire, mais sont "d'application volontaire".

Les espaces à renaturer terrestres correspondent à des espaces caractérisés par une grande rareté de milieux naturels et de corridors écologiques. Il s'agit souvent de zones de cultures et de territoire péri-urbain à forte densité de population avec une demande d'espaces de nature et de détente importante. On y trouve des secteurs à forte vulnérabilité de la nappe, des zones de contact entre deux réservoirs de biodiversité ou corridors, des zones de transition rural/urbain, des secteurs récréatifs.

Les périmètres issus du Schéma Régional Trame Verte et Bleue de 2006 ont été repris tels quels et doivent être redéfinis sur la base d'études faune-flore approfondies.

Les espaces à renaturer fluviaux correspondent aux cours d'eau présentant des caractéristiques physico-chimiques ou hydro-morphologiques insuffisantes pour assurer de façon satisfaisante le transit ou la pérennité des espaces inféodées aux cours d'eau. Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) Artois-Picardie a défini les objectifs de bon état écologique pour les cours d'eau naturels et de bon potentiel écologique pour les cours d'eau fortement artificialisés.

Le S.R.C.E. indique que les espaces de renaturation devront faire l'objet d'une "politique de renaturation des fonctions écologiques basée sur l'identification d'un réseau de sites dont la vocation est définie selon des objectifs spécifiques". Il renvoie à des études ultérieures pour définir "les objectifs de restauration de chaque enveloppe (zones humides, bocages, bandes boisées ou enherbées, pelouses calcicoles, autres milieux) en fonction des enjeux de chaque secteur (potentialités naturelles et facteurs d'influence en jeu".

En raison des faibles surfaces codifiées en tant que fonctionnalité écologique avérée sur notre territoire, il convient d'attacher une grande attention aux espaces à renaturer cartographiés dans le S.R.C.E. Sans une préservation de ces espaces et une reconquête de leur qualité écologique, le rôle joué par notre territoire en terme de renforcement de la biodiversité ne pourra pas être maintenu.

Dès 2008, en votant le Plan de Développement de l'Espace Naturel Métropolitain, Lille Métropole avait identifié cet enjeu de préservation et de reconquête des grandes fonctionnalités écologiques.

Conscient de l'importance du réseau des canaux, rivières et becs dans la valeur environnementale du territoire régional et son rôle dans la qualité des espaces urbains, Lille Métropole a voté en décembre 2013 le Plan Bleu Métropolitain. Cette stratégie métropolitaine s'appuie notamment sur le rôle écologique de ce réseau bleu et son importance dans le cycle de l'eau (traitement des eaux, prévention des inondations).

La majorité des sites à renaturer repris par le SRCE concerne des zones dans lesquelles l'agriculture et les espaces naturels sont préservés dans les documents d'urbanisme.

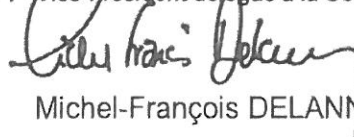
Les espaces à renaturer ne doivent pas être vécus comme des sanctuaires d'autant plus qu'il s'agit en grande majorité d'espaces péri-urbains supports d'une activité agricole et abritant des hameaux. La notion de renaturation doit s'attacher à préserver et amplifier les fonctionnalités écologiques de ces espaces multi-fonctionnels.

D'ores et déjà, quelques espaces concernent à la marge des sites sur lesquels Lille Métropole envisage des projets de développement ou d'équipements publics.

Certifie le caractère exécutoire de cet acte

Pour la Présidente

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président délégué à la Gouvernance

  
Michel-François DELANNO





Ces projets en frange ou au sein d'espaces à renaturer doivent, dès lors, chercher en premier lieu à ne pas détériorer une fonctionnalité écologique existante et à participer activement à la reconquête écologique de ces espaces.

Dans le cas où le projet entraînerait une perte ou un affaiblissement d'une fonctionnalité écologique, des mesures de compensation devront être trouvées pour les restaurer.

Certains projets ont par ailleurs une forte plus-value écologique comme par exemple la création de zones d'expansion des crues qui en recréant un milieu humide restaurent un habitat très riche en biodiversité.

Il est donc proposé au Conseil de Communauté de délibérer favorablement sur ce projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue considérant que les objectifs généraux visant à préserver et développer la biodiversité sur le territoire correspondent aux ambitions développées par Lille Métropole.

Lille Métropole souhaite insister sur l'enjeu lié à la reconquête des espaces à renaturer indispensables à la qualité écologique de notre territoire. Par ailleurs, au regard de la forte urbanisation associée à une présence forte de l'agriculture, Lille Métropole entend également promouvoir une trame verte et bleue en ville capable de jouer un rôle dans les grands enjeux écologiques et à l'adaptation au réchauffement climatique ainsi qu'inciter au développement d'une agriculture responsable et au renforcement du rôle qu'elle joue d'ores et déjà dans le développement de la biodiversité.

Le développement d'une trame verte et bleue porteuse des fonctions écologiques mais aussi des aménités réclamés par les habitants ne peut se faire qu'à une échelle territoriale régionale. Ainsi, Lille Métropole fortement impliquée dans les instances de coopération extra-territoriale, Eurométropole et Aire Métropolitaine de Lille a souhaité porter cette ambition au coeur de ces institutions.

Fort de son expérience en terme de porteuse de projet de trame verte et bleue et de gestion via le Syndicat Mixte Espace Naturel Lille Métropole, Lille Métropole souhaite porter à l'attention de l'Etat et de la Région les difficultés liées à l'articulation des financements et des ingénieries pour les projets à l'interstice de plusieurs territoires.

En conséquence, il vous est proposé, les commissions ESPACE PUBLIC, URBAIN ET NATUREL - STATIONNEMENT, URBANISME, AMENAGEMENT, VILLE RENOUVELEE et DEVELOPPEMENT DURABLE consultées :

- De donner un avis favorable sur le diagnostic et les objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue qui s'inscrivent pleinement dans la continuité des actions d'ores et déjà engagées par Lille Métropole au titre de la politique Espace Naturel Métropolitain et du Plan Bleu.

- De donner un avis favorable sur la préservation et la valorisation des continuités écologiques.

- De donner un avis favorable sur l'objectif de renaturation, étant entendu que la définition des zones de renaturation demeurent compatible avec la préservation de l'activité agricole en place et que les projets développés à leurs franges s'attacheront à prendre en compte cet objectif de préservation et de restauration de continuités écologiques.

Certifie le caractère exécutoire de cet acte

Pour la Présidente

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président délégué à la Gouvernance

*Michel-François Delannoy*  
Michel-François DELANNOY



Objet de l'acte : Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame verte et bleue - Consultation des personnes publiques associées avant enquête publique - Avis de Lille Métropole.

Date d'envoi de l'acte : 28/06/2013

Date de réception de l'acte : 28/06/2013

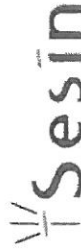
Numéro de l'acte : 0000083898

Identifiant unique de l'acte : 059-245900410-20130621-00000000083898-DE

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8.8  
Domaines de compétences par thèmes  
Environnement

Date de la séance : 21/06/2013

 Sesin

Cet acte a été transmis via l'interface PosActes

OMNILES

# Carte de synthèse du SRCE-TVB

## CONTINUITES ECOLOGIQUES

### Réserve de Biodiversité

- Réserve de Biodiversité Lohaine
- Réserve de Biodiversité

Attention : les corridors écologiques, au contraire des réserves, ne sont pas localisés précisément par le schéma. Ils doivent être définis par les acteurs locaux. C'est-à-dire des corridors écologiques, deux réserves pour répondre aux besoins des espèces (faune et flore) et faciliter leurs échanges génétiques et leur dispersion.

### Corridors principaux

- corridors avérés à remettre en bon état
- fluviaux
- corridors potentiels à remettre en bon état
- de zones humides
- forestiers
- de prairies / bocage
- de landes et pelouses acidophiles
- de pelouses calcicoles
- de falaises
- de dunes
- minières

## ESPACES A RENATURER

- Espaces à restaurer
- Espaces à restaurer fluviaux

## ELEMENTS DE CONTEXTE

- Occupation du sol
- Espaces artificialisés
- Cultures
- Prairies
- Espaces semi-naturels

